

# Sarkozy annonce le retour complet dans l'Otan

La France va reprendre sa place dans le commandement militaire intégré de l'Alliance atlantique, dont le général De Gaulle avait claqué la porte en 1966.

Nicolas Sarkozy a confirmé, hier, sa volonté de voir la France revenir au sein du commandement militaire intégré de l'Otan, quarante-trois ans après la décision du général De Gaulle de quitter cette structure sensible. Son discours, devant la Fondation pour la recherche stratégique, avait pour but de préparer l'opinion avant le débat parlementaire du 17 mars.

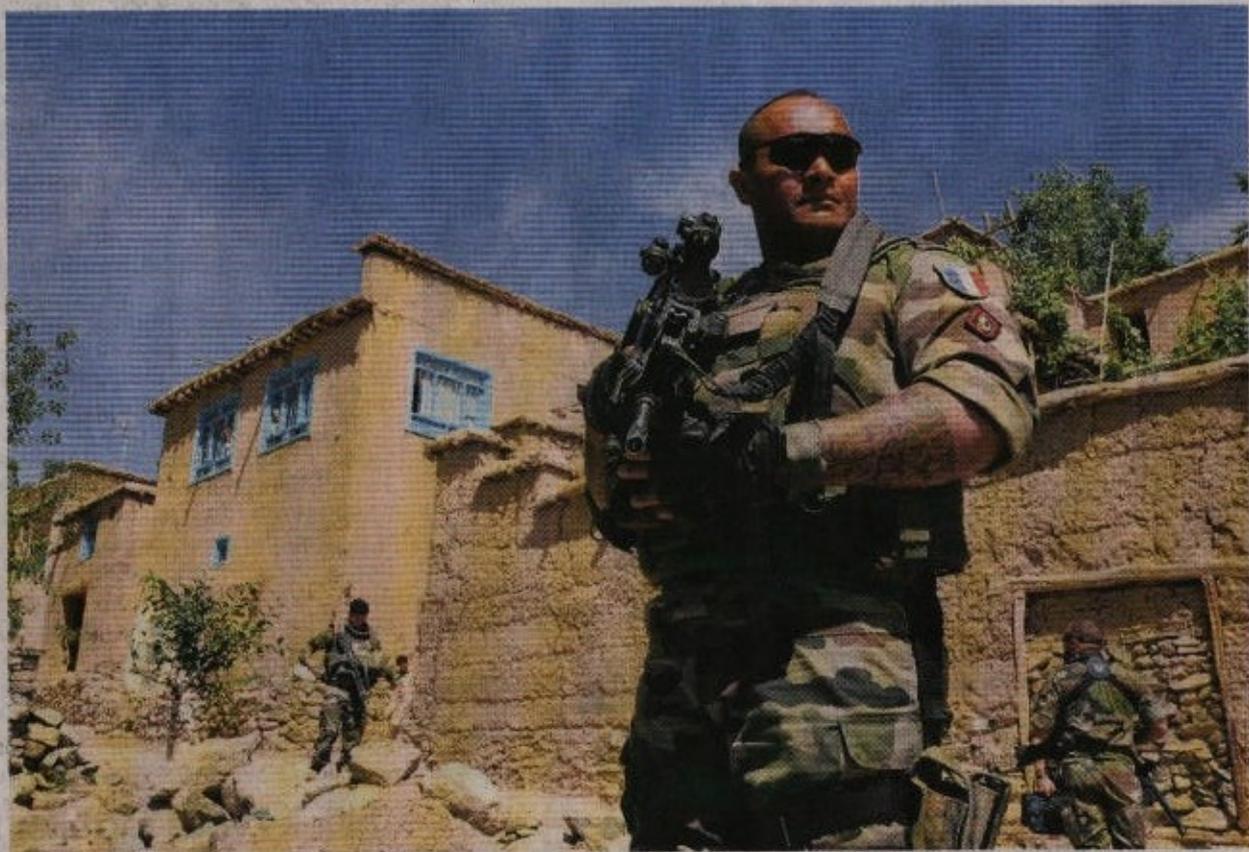
L'explication de Nicolas Sarkozy tient en trois temps. D'abord, lever le voile sur la nature de nos relations à l'Alliance Atlantique. Difficile de le nier. À force de dire que Paris n'a cessé de cultiver sa différence vis-à-vis de Washington, on finirait par croire que la France n'est pas vraiment dans l'Otan. Or, elle en fut non seulement l'un des douze pays fondateurs, mais, depuis la fin de la guerre froide, elle en est même le quatrième contributeur.

Deuxième priorité pour le chef de l'État : plaider pour la solidarité européenne, et plus largement, occidentale. « Une nation solitaire, c'est une nation qui n'a aucune influence », a-t-il déclaré. Assurer la sécurité et l'indépendance de la France, c'est « savoir où est sa famille ».

## Vote de confiance mardi

Enfin, troisième argument présidentiel : pour être influent, il faut être présent. « Nous n'avons pas notre mot à dire quand les Alliés définissent les objectifs et les moyens militaires pour les opérations auxquelles nous participons ». Le retour dans le commandement intégré est censé mettre fin à cette « ambiguïté », qui n'est « pas toujours comprise par nos alliés ».

Selon les sondages, une majorité de Français (entre 52 % et 58 %) seraient



La France est actuellement l'un des gros contributeurs aux opérations de l'Otan, avec 1 600 militaires déployés au Kosovo et 2 800, comme ici, en Afghanistan.

favorables à la décision présidentielle. Dans la classe politique, il en va autrement. Une grande partie de la gauche et du centre y sont hostiles. Au sein même de l'UMP, une quarantaine de députés seraient en délicatesse avec ce qu'ils considèrent comme une rupture dans la tradition gaulliste.

Hier, Nicolas Sarkozy a vivement dénoncé les « contre-vérités » et les « mensonges honteux » avancés par

certaines pour contester son choix. Il s'en est pris à l'« anti-américanisme stérile ». Ceux qui estiment que l'indépendance nationale est mise en péril « trompent les Français », a-t-il dit, et « insultent et choquent nos partenaires européens ».

Le débat parlementaire, mardi prochain, s'annonce donc musclé, même si le gouvernement a annoncé un vote de confiance qui devrait décourager

les francs-tireurs de la majorité. Si l'Assemblée donne son feu vert, la décision française de reprendre sa place dans le commandement intégré devra ensuite être approuvée par les 25 autres pays de l'Alliance, et officialisée lors du sommet de Strasbourg et Kehl, les 3 et 4 avril. Marquant ainsi la fin d'une très gaullienne « exception française ».

Laurent MARCHAND.